

Une rentrée en carton « pacte »

Travailler plus pour travailler encore plus mal

Changer la tête de gondole de l'Éducation nationale n'y fera rien car la succession de Blanquer puis celle de Pap N'Diaye ne sont qu'un écran de fumée : les technocrates à l'œuvre dans l'ombre sont maintenus à leurs postes, le sillon tracé depuis 2017 continue d'être creusé et nul ne doute que Gabriel Attal va poursuivre la destruction du service public d'Éducation nationale.

Le « ni droite-ni gauche » vitrine de Macron ne résiste donc pas à l'examen et c'est bel et bien une école affilée à l'idéologie libérale et gouvernée par un sentiment réactionnaire qui est portée par le président et son entourage. On comprend mieux désormais pourquoi cette clique abhorre Bourdieu et ses théories car ils sont l'éclatante illustration de la connivence et de l'habitus¹ mis en lumière par les travaux du sociologue. **Le curriculum-vitae des derniers locataires de la rue de Grenelle comme celui du président est à ce titre éloquent : aucun n'a fréquenté l'enseignement public**, pis ils sont les porte-drapeaux d'institutions dépositaires de l'entre-soi et de l'élitisme (école alsacienne, collège Stanislas).

Dans ces conditions, il est évident que leur projet de gouvernance de l'école est clairement guidé par la volonté d'en finir avec le service public en multipliant les attaques contre les statuts, en mettant en concurrence les personnels et les établissements à l'image funeste du pacte.

Leur projet est donc libéral mais également réactionnaire. La révolte qui a suivi la mort du jeune Nahel

leur sert ainsi de prétexte pour renforcer l'emprise du SNU et évoquer le serpent de mer qu'est l'uniforme.

Les paradoxes et les contradictions n'étouffent pas cet aréopage car ils sont très forts pour diligenter des évaluations et mettre en avant les prétendues vertus des politiques basées sur les preuves, en revanche il n'est pas question pour eux d'être passé au crible de cette même méthode.

En effet si dans une grande entreprise l'équipe dirigeante affichait des résultats aussi mauvais que l'enquête Pirls², le nombre de démissions d'enseignants (39 270 en 2022, + 9 % en un an)³ et la difficulté à en recruter, on pourrait craindre pour sa pérennité.

Mais il y a un paradoxe dans le paradoxe car ces mauvais résultats, ces contre-performances font partie du plan de démantèlement de l'Éducation nationale. On est bel et bien pris dans un processus de « destruction créatrice » tel qu'il a été théorisé par l'économiste Schumpeter. Une fois qu'on aura fait table rase du passé (les statuts, les salaires, les syndicats etc), on pourra avoir une école à l'image de ce que le libéralisme souhaite, une école libérée de ses entraves et qui pourra progresser par l'innovation et la motiva-

1 L'habitus désigne un système de préférences, un style de vie particulier à chacun. Il ne relève pas d'un automatisme mais d'une prédisposition à agir qui influence les pratiques des individus au quotidien : leur manière de se vêtir, de parler, de percevoir.

2 En contradiction avec l'autoglorification du ministère, l'enquête montre que les meilleurs sont favorisés.

3 <https://www.cafepedagogique.net/2023/07/03/au-secours-les-profs-font-leur-valise/>

tion, passage obligé pour l'ouvrir plus amplement à la concurrence.

Ce n'est pas un fantasme, Macron ne dit rien d'autre quand il renvoie aux PLP que ce n'est pas grave si leur outil de travail est cassé car ils pourront toujours se recycler dans le premier degré.

On aurait donc tort d'imaginer que tout cela relève de bêtise crasse d'une minorité dominante se méfiant de la populace.

Par ailleurs, Le renforcement de l'ordre est nécessaire à la mise en place de l'idéologie libérale. **Pour endiguer la colère générée par la casse sociale, il faut former les esprits et surtout contrôler les masses.** L'école est destinée à être une gare de triage encadrant les classes laborieuses. On atteint le comble du cynisme quand ses « golden boys » se tressent des lauriers sur la réussite infinitésimale des élèves du prolétariat en invoquant le mérite de ces jeunes.

Pourtant rien ne nous interdit de renverser le paradigme, rien ne nous empêche de développer une autre pensée. En effet, quel est le mérite de ces « élus » qui n'ont connu que les avantages que procure leur position sociale ? **Au nom de quoi les enseignants devraient encaisser les discours de culpabilisation de ces thuriféraires de l'ordre bourgeois ?**

La différence entre ceux qui tiennent les rênes et ceux qui sont à l'ouvrage dans les établissements c'est que les premiers ont un plan de bataille et qu'ils ont des leviers puissants pour continuer à diviser et atomiser les seconds.

Le Pacte en est l'illustration la plus marquante. Les salaires des enseignants ne progressant pas, le ressort utilisé pour donner l'illusion d'une revalorisation s'adosse à un dispositif qui entretient les malentendus : pendant qu'une fraction de la profession se battra pour ramasser des miettes, la majorité va continuer à voir l'édifice s'effondrer et leurs conditions de travail se dégrader.

C'est un deal perdant pour les enseignants d'accepter cette obole car dans le même temps il n'est pas

question de recruter. La lettre de mission entraînera la soumission à l'arbitraire.

On pourrait nous objecter que c'est déjà une gageure dans un budget contraint.

C'est là où le paradigme doit continuer d'être renversé car une amélioration concomitante de la formation (initiale et continue), des conditions de travail (allègement des horaires et des effectifs) et conditions de salaire trouveraient immanquablement des volontaires pour venir s'engager dans l'Éducation nationale.

Cela suppose un autre modèle qui lutte contre l'évasion fiscale notamment, car de l'argent il y en a, mais surtout dans les poches de la bourgeoisie.

Par conséquent alors que le bateau coule qu'avons-nous à perdre et qu'avons-nous à faire ?

- N'endossons pas la responsabilité du naufrage.
- Reprenons le collectif en main et organisons-nous sur nos lieux de travail pour faire péter les carcans libéraux : évaluations individuelles ou d'établissements, Pacte, heures supplémentaires imposées.

Et surtout prenons confiance en nos forces.

Macron, Borne, Attal, etc n'ont plus aucun crédit dans la population : les Gilets Jaunes, les retraites et la récente révolte en sont le témoignage.

Nous devons croire que pouvons mettre en échec cette logique libérale et faire dérailler le train des réformes.

